

8 mai 2006

L'émergence de nouvelles forces antinéo-libérales se heurte au mur de partis à l'ancienne servis à la moderne



De nouvelles forces sociales prennent le devant de la scène pour compenser l'affaiblissement et les défaites syndicales, ce qui ne veut pas dire que ces dernières ne pourraient pas soudainement resurgir. Au Québec, après l'écrasement sans riposte des syndicats des secteurs publics et parapublics, puis la capitulation des syndicats des garderies pour l'équité salariale, et même l'annulation du Forum social québécois, la mouvance écologique se cristallise sur la question du Mont Orford, une lutte antinéo-libérale contre la privatisation. Mais ce ne sera pas facile comme dans le cas de l'annulation de la centrale thermique du Suroît car après avoir réglé son compte au mouvement syndical, le gouvernement Libéral se sent la force de régler son compte au mouvement environnementaliste qui, même s'il est capable de grandes mobilisations quasi spontanées, est faiblement organisé comparativement au mouvement syndical, encore plus divisé que celui-ci et a des directions qui sont même encore plus modérées que les directions syndicales. Ce serait en effet une erreur d'appréciation que de penser que la privatisation d'une partie du parc du Mont Orford est une autre bavure Libérale. C'est au contraire une provocation calculée pour écraser le dernier secteur du mouvement social québécois encore capable de mobilisation sérieuse.

Si le parti Libéral parvient à ses fins, ce qui est fort possible, ce sera sans doute au prix de son électivité. L'élite Libérale en sera récompensé par ses maîtres même si les membres du parti écoperont d'où les tensions dans le parti que sa direction a cependant facilement vaincu. Reste le problème du prochain gouvernement qui aurait dû normalement échoir au PQ, ce qui aurait été l'alternance normale et bienvenue par la bourgeoisie malgré une apparente mauvaise humeur à la fois nécessaire à la crédibilité populaire du PQ et un avertissement contre une autre aventure référendaire. Mais voilà que les sondages annoncent plutôt une montée des trois tiers partis, surtout les Verts et Québec solidaire.

L'élite bien pensante, Devoir en tête, s'inquiète de cette instabilité annoncée. Un sondage maison faite sur mesure servant de prétexte, Le Devoir veut utiliser le catalyseur Lucien Bouchard, pseudo chef charismatique dont la majorité de la

population rejette le Québec « lucide » et les solutions ponctuels de Casino dans le Sud-Ouest et de CHUM dans la gare de triage, pour établir un nouvel équilibre « à la canadienne ». La scène politique se recomposerait en quatre partis, soit un parti Libéral franchement fédéraliste et parti « normal » de la bourgeoisie dont le nouveau mode de scrutin proportionnel tronqué valoriserait le bloc électoral anglophone autrement gaspillé ; une nouvelle Union nationale, image autonomiste des Conservateurs-Alliancistes, bâtie sur les ruines de l'ADQ et ralliant la majorité péquiste qui a soutenu André Boisclair, certes un bon chef de file de jeunes loups mais dont la vacuité politique n'en fait pas un chef d'État ; un NPD québécois social-libéral d'abord et souverainiste par nécessité, ce que consoliderait le ralliement de la minorité péquiste social-démocrate, dont SPQ-libre, et des quelques « purzédurs » du PQ à Québec solidaire ; finalement un petit parti Vert inassimilable.

En Ontario, les Autochtones de la Confédération des Six nations se mobilisent contre l'accaparement des terres que leur avaient concédées le colonisateur britannique, une autre forme de lutte contre la privatisation. Il n'est pas dit que l'annulation de l'entente de Kelowna par les Conservateurs fédéraux n'envenimera pas ce début de révolte nationale autochtone. Mais c'est surtout aux États-Unis qu'une immense force vient de surgir, fusionnant lutte nationale, démocratique et sociale. Les millions de Latinos étasuniens — clandestins, réfugiés, immigrants et descendants d'immigrants — appuyés de plus en plus par les autres nationalités opprimées, viennent de ressusciter la tradition ouvrière du premier mai morte depuis des décennies aux ÉU, malgré qu'elle commémore une mobilisation de la classe ouvrière étasunienne en 1886, contre la politique de répression des droits démocratiques du gouvernement républicain — jusqu'à vouloir criminaliser 12 millions de clandestins occupant les emplois les plus dégradants — politique issue de la pseudo « guerre contre le terrorisme ».

Si on ajoute à ces nouveaux secteurs en marche contre le néolibéralisme, l'immense soulèvement de la jeunesse étudiante française, appuyée par les forces syndicales sans cependant aller jusqu'à la grève générale qui seule aurait permis d'amorcer une contre-offensive au-delà de la victoire défensive de l'abolition des contrats de première embauche ; sans oublier le soulèvement de la jeunesse étudiante québécoise du printemps 2005, cependant aucunement relayé par les forces syndicales qui ont raté l'occasion d'une grève générale syndiquées-étudiants qui aurait changé la face du Québec, on ne peut que constater l'émergence d'une nouvelle vague antinolibérale qui enracinera nationalement le mouvement altermondialiste dont les grands sommets à la Porto Alegre commencent à s'essouffler.

Au-delà de gains défensifs qui créent de nouveaux et précieux espaces politiques, toutes ces nouvelles mobilisations risquent cependant peu d'aboutir à des changements significatifs tant que n'émergeront pas de nouveaux partis politiques anticapitalistes de masse. On a constaté le drame de cette absence au Brésil et en Argentine où un nouveau parti, le PT, a renié la totalité de son

programme et où l'ancien parti péroniste a rempli le vide créé par le grand soulèvement de 2000-2001. Même au Venezuela et en Bolivie, dans la mesure où la révolution bolivarienne et le MAS d'Evo Morales avancent toujours c'est à cause de la poussée par en bas des mouvements sociaux car ces gouvernements, malgré certains de leurs discours « socialistes », ne remettent nullement en question le capitalisme y inclus la dictature du capital financier. Leurs « nationalisations » n'exproprient en rien, avec ou sans compensation, les actifs des transnationales pétrolières même si elles imposent un partage plus équitable de la rente pétrolière au grand dam des grandes puissances impérialistes et des petites puissances sud-américaines. Pour cette raison seulement, il nous faut appuyer de toutes nos forces ces « nationalisations » tout comme il nous faut appuyer de toutes nos forces toutes leurs politiques redistributives et surtout leur résistance anti-impérialiste à l'hégémonie pétrolière.

Au Québec, le nouveau parti Québec solidaire n'est pas ce nouveau parti politique anticapitaliste de masse et n'évolue pas dans cette direction même s'il crée un nécessaire espace politique où peut se regrouper l'ensemble des anticapitalistes afin d'élaborer une alternative de rechange qui pourrait prendre son élan au prochain retournement de la lutte sociale dans la mesure où se sera construite l'interface d'une gauche syndicale/populaire. Au contraire, Québec solidaire est la convergence d'Option citoyenne qui était l'expression électoraliste du mouvement des femmes après qu'il eut abandonné la rue suite à un premier échec de la lutte pour le salaire minimum à 8.50\$ l'heure en 2000 alors que cette lutte très populaire aurait permis la construction d'un grand front antinéolibéral dans la rue ; et de l'Union des forces progressistes, produit de la mobilisation altermondialiste contre la ZLÉA au moment du Sommet des Amériques en avril 2001 qui a évolué rapidement d'un potentiel parti antinéolibéral « des urnes et de la rue » vers un parti électoraliste au point de rater complètement, comme Option citoyenne, la mobilisation des secteurs public et para-public de l'automne 2003 à décembre 2005 en se murant dans un silence quasi-complet sur ses enjeux et sur la stratégie suicidaire des directions syndicales qui ont cru jusqu'au bout, jusqu'au ridicule, à la concertation dans laquelle le PQ les avait endormies.

Après avoir fait l'expérience du nationalisme populiste avec le PQ, issu de la récupération électoraliste des grandes mobilisations de 66-76, le peuple québécois s'apprête peut-être à faire l'expérience d'un NPD québécois vaguement souverainiste. Il se peut, cependant, que l'ampleur probable de la crise politico-économique qu'annonce l'ampleur des doubles déficits budgétaire et du compte courant étasuniens, combiné aux enlissements iraquien et afghan dans lequel le Canada se fourre à son tour, sur fond de profonds déséquilibres écologiques allant s'accroissant exige que cette malheureuse expérience social-démocrate devenu sociale-libérale se fasse au pas de course afin que le peuple québécois en tire le plus rapidement possible un bilan anticapitaliste et indépendantiste.

Marc Bonhomme, 8 mai 2006